

défense aérienne. En février 1987, l'Accord général sur les essais a été prorogé de cinq ans, mais le gouvernement a fait observer que ce renouvellement ne l'empêchait pas de faire marche arrière moyennant un préavis de douze mois, ou un préavis plus court si les circonstances changeaient. Comme l'importance des missiles de croisière dans les négociations sur les armes stratégiques devient plus claire, et advenant que les États-Unis désirent passer un accord pour mettre à l'essai de nouveaux types de missiles de croisière perfectionnés, il conviendrait sans doute de réexaminer l'Accord général et de préciser dans quelles circonstances le Canada prêterait son concours.

5) Le débat public au Canada

Le débat public sur la paix et la sécurité a connu une évolution encourageante à bien des égards. Signe sans doute encore plus digne de mention, la couverture des dossiers internationaux par les médias a été plus complète et de meilleure qualité. Le nombre des journalistes affectés à Moscou a considérablement augmenté. Les Canadiens ont ainsi pu s'informer sur l'évolution de la situation en Union soviétique grâce à des reportages de diverses tendances politiques, qui étaient bien documentés sur l'évolution de la conjoncture politique et sociale en URSS et qui tenaient compte des intérêts du public canadien. Les reportages en provenance de l'Amérique centrale et de l'Afrique ont également permis à la population canadienne de prendre part aux débats sur les problèmes existant dans ces régions du monde.

La situation du mouvement pacifiste au Canada et la nature changeante du débat sur la défense et le désarmement sont, en revanche, plus difficiles à évaluer. L'absence de grandes manifestations ou d'autres activités très "visibles" n'est sans doute pas le meilleur critère à employer pour évaluer l'intérêt que la population porte aux questions de sécurité. Le public continue de se soucier énormément de ces dernières; de nombreux Canadiens et Canadiennes sont toujours prêts à contribuer financièrement et